

Les Occidentaux sont-ils prêts à bombarder la Syrie ?

par Thierry Meyssan

Faisant mine de croire à une attaque chimique du gouvernement syrien contre son propre peuple, Washington, Londres et Paris battent les tambours de la guerre. Faut-il prendre ces menaces au sérieux de la part d'États qui annoncent comme imminente, depuis plus de deux ans, la chute de la Syrie ? Bien qu'il ne faille pas exclure cette option, Thierry Meyssan pense qu'elle est moins probable qu'une intervention organisée par l'Arabie saoudite. Cette agitation aurait plutôt comme objectif de tester les réponses de la Russie et de l'Iran.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 27 AOÛT 2013



Quelle mouche a donc piqué le Prix Nobel de la Paix Barack Obama ? Dimanche 25 août, la Maison-Blanche a diffusé un communiqué dans lequel un haut-fonctionnaire anonyme explique qu'il y a « *très peu de doutes* » de l'usage par la Syrie d'armes chimiques contre son opposition. Le communiqué ajoute que l'accord de la Syrie pour laisser pénétrer les inspecteurs de l'Onu dans la zone concernée vient « *trop tard*

pour être crédible ».

Si l'usage d'armes chimiques dans la banlieue de Damas, le mercredi 21 août 2013 est fort probable, le Conseil de sécurité des Nations-Unies n'a pas conclu qu'il était le fait du gouvernement syrien. Réuni en urgence à la demande des Occidentaux, les ambassadeurs ont eu la surprise de voir leur collègue russe leur présenter des photos satellites montrant le tir de deux obus, à 01h35 du matin, depuis la zone rebelle de Douma dans les zones rebelles affectées par les gaz (à Jobar et entre Arbin et Zamalka) à des heures coïncidant avec les troubles relatés. Les photos ne permettent pas de savoir s'il s'agit d'obus chimiques, mais elles laissent penser que la « *Brigade de l'islam* », qui occupe Douma, a fait d'une pierre trois coups : d'une part éliminer les soutiens de ses rivaux au sein de l'opposition, d'autre part accuser la Syrie d'avoir recours aux armes chimiques, enfin perturber l'offensive de l'armée arabe syrienne pour dégager la capitale.

Si le gouvernement syrien —comme son ennemi israélien— n'est pas signataire de la Convention contre les armes chimiques et dispose de stocks importants, les jihadistes en ont aussi, comme l'a confirmé Carla del Ponte à la grande fureur du haut-Commissaire aux Droits de l'homme. En décembre, l'Armée syrienne libre avait diffusé une vidéo montrant un laboratoire chimique et menaçant les alaouites. Cette semaine, le gouvernement a découvert plusieurs caches d'armes chimiques, de masques à gaz et d'antidotes, dans la banlieue de Damas. Les produits provenaient d'Arabie saoudite, du Qatar, des États-Unis et des Pays-Bas. C'est d'ailleurs à la demande du gouvernement syrien, et non des Occidentaux, que des inspecteurs de l'Onu sont présents en Syrie pour deux semaines, afin d'enquêter sur les allégations d'usage. Enfin, le 29 mai 2013, la police turque a arrêté une douzaine de membres du Front Al-Nosra et saisi des armes chimiques qui devaient être utilisées en Syrie.

Pourtant, vendredi le président Obama réunissait son Conseil national de sécurité pour examiner les options d'attaque contre la Syrie en présence de l'ambassadrice Samantha Power, chef de file des faucons libéraux. Il décidait de renforcer la présence militaire

US en Méditerranée en y envoyant un quatrième destroyer, chargé de missiles de croisière, l'*USS Ramage*. Il s'ajoute à l'*USS Gravelly*, l'*USS Barry* et l'*USS Mahan* qui est maintenu sur zone alors qu'il devait rentrer au port.

Samedi il appelait au téléphone le Premier ministre britannique David Cameron. Et dimanche, il parlait avec le président français François Hollande. Les trois hommes convenaient qu'il fallait intervenir sans préciser de quelle manière. Dimanche encore, le secrétaire d'État John Kerry appelait ses homologues britannique, français, canadien et russe pour leur dire que les États-Unis avaient la conviction que la Syrie avait franchi la « *ligne rouge* ». Si ses trois premiers interlocuteurs l'écoutaient petit doigt sur la couture du pantalon, le Russe Sergey Lavrov s'étonna que Washington se prononce avant le rapport des inspecteurs des Nations Unies. Il lui répondit sur les « *conséquences extrêmement graves* » que représente une intervention dans la région.

Lundi le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian était au Qatar et devait se rendre aux Émirats pour se coordonner avec eux. Tandis que le conseiller de sécurité nationale israélien, le général Yaakov Amidror, était reçu à la Maison-Blanche. Lors d'un entretien téléphonique entre le premier ministre britannique David Cameron et le président russe Vladimir Poutine, ce dernier a souligné qu'il n'existait aucune preuve de l'usage d'armes chimiques par la Syrie. De son côté, le vice-ministre des Affaires étrangères chinois, Li Baodong, a téléphoné à son homologue US, Wendy R. Sherman, pour appeler les États-Unis à la retenue. Conscient du risque de guerre régionale dont les chrétiens seraient les premières victimes, le pape François Ier a réitéré ses appels à la paix.

Doit-on pour autant penser que les Occidentaux vont entrer en guerre sans mandat du Conseil de sécurité, comme l'Otan le fit en Yougoslavie ? C'est peu probable car à l'époque la Russie était en ruines, aujourd'hui elle devrait intervenir après avoir émis trois vétos pour protéger la Syrie ou renoncer à toute action internationale. Cependant Sergey Lavrov a sagement écarté une Troisième Guerre mondiale. Il a indiqué que son pays n'était pas

prêt à entrer en guerre contre qui que ce soit, même à propos de la Syrie. Il pourrait donc s'agir d'une intervention indirecte de soutien à la Syrie, comme le fit la Chine durant la guerre du Vietnam.

L'Iran a alors fait savoir, par le biais de son chef d'état-major adjoint, Massoud Jazayeri, que pour lui l'attaque de la Syrie serait le franchissement de la « *ligne rouge* » et que, si elle passait à l'acte, la Maison-Blanche endurerait de « *graves conséquences* ». Certes l'Iran n'a ni les moyens de la Russie, ni ses alliances, mais elle fait certainement partie des 10 premières puissances militaires mondiales. Dès lors, attaquer la Syrie, c'est prendre le risque d'une riposte sur Israël et de soulèvements dans une grande partie du monde arabe, notamment en Arabie saoudite. L'intervention récente du Hezbollah libanais et les déclarations de son secrétaire général Hassan Nasrallah, comme celles de l'organisation palestinienne FPLP-Commandement général, ne laissent aucun doute.

Interrogé par la presse russe, le président syrien Bachar el-Assad, a déclaré : « *Les déclarations émises par des politiciens états-uniens, occidentaux et d'autres pays constituent une insulte au bon sens et une expression de mépris envers l'opinion publique de leurs peuples. C'est un non-sens : d'abord on accuse, ensuite on rassemble les preuves. Cette tâche est menée par un pays puissant, les États-Unis (...) Ce genre d'accusation est exclusivement politique, elles répondent à la série de victoires enregistrées par les forces gouvernementales sur les terroristes* ».

En Russie, le président de la Commission des Affaires étrangères de la Douma, le journaliste et géopoliticien Alexeï Pouchkov, a commenté sur son compte Twitter : « *Washington et Londres ont déclaré Assad coupable bien avant les conclusions des inspecteurs de l'Onu. Ils n'accepteront qu'un verdict de culpabilité. Tout autre verdict sera rejeté* ».

Le principe d'une nouvelle guerre en Syrie cadre mal avec les problèmes économiques des États-Unis et des Européens. Si vendre des armes est un moyen de gagner de l'argent, détruire un État sans espérer de retour sur investissement à court ou moyen terme, ne pourra qu'aggraver la situation.

Selon un sondage Reuters/Ipsos réalisé après l'attaque du 21 août, 60 % des États-Uniens sont opposés à une intervention en Syrie contre 9 % qui y sont favorables. S'ils étaient convaincus de l'usage d'armes chimiques par la Syrie, ils resteraient 46 % à s'opposer à la guerre et deviendraient 25 % à la soutenir. Le même sondage indique que les États-Uniens apprécient encore moins la guerre secrète : ils sont 89 % à déclarer qu'il ne faut pas plus armer les rebelles, contre 11 % qui veulent les armer encore. Enfin, quatre options étaient proposées aux sondés : des frappes aériennes (soutenues par 12 %), la création d'une zone de non survol (11 %), le financement d'une force multinationale (9 %), et une intervention US directe (4 %).

En France, *Le Figaro*, édité par le marchand d'armes Dassault, a posé la question à ses lecteurs : au bout d'une journée, ils étaient 79,60 % à s'opposer à la guerre contre 20,40 % à la soutenir.

Il sera certainement difficile pour les Occidentaux de renverser leur opinion publique et d'entrer en guerre.

Une autre interprétation des événements est possible : certaines des vidéos montrant les victimes des attaques chimiques ont circulé sur Internet quelques heures avant les attaques. Il sera donc toujours possible aux Occidentaux de « découvrir » la supercherie le moment venu et de faire machine arrière. Cependant l'affaire des armes chimiques en Irak a montré que les Occidentaux pouvaient mentir à la communauté internationale et le reconnaître sans conséquence une fois leur forfait accompli.

Les accusations des jihadistes et de leurs sponsors occidentaux interviennent alors que l'Armée arabe syrienne lançait une vaste offensive, « *Bouclier de Damas* », pour dégager la capitale. Le tir des deux obus de la « *Brigade de l'islam* » correspondent au début de cette offensive qui s'est déroulée durant 5 jours et s'est soldée par d'importantes pertes parmi les jihadistes (au moins 1 500 blessés et tués, sur les 25 000 présents). Toute cette agitation peut n'être qu'une guerre psychologique à la fois pour masquer cette défaite et pour tenter de paralyser l'offensive syrienne. C'est surtout un moyen pour Washington de tester la réponse iranienne après l'élection de cheikh Hassan Rohani à sa présidence. Et il est désormais clair que celui-ci ne pourra pas s'opposer à la politique

du Guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei.

Cependant, durant la guerre contre la Libye, j'avais sous-estimé la possibilité des États-Unis de violer toutes les règles, y compris celles de l'Otan. Alors que, me basant sur des documents de l'Alliance atlantique, j'insistais sur la longue capacité de résistance de la Jamahiriya face à son opposition armée, j'ignorai la tenue d'une réunion secrète sur la base Otan de Naples, dans le dos du Conseil atlantique. À l'époque, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Danemark et la Turquie, ainsi qu'Israël, le Qatar et la Jordanie planifiaient en secret l'usage des moyens de l'Alliance pour bombarder Tripoli [1]. Ne faisant pas confiance à leurs alliés, qu'ils savaient opposés à une attaque si coûteuse en vies humaines, ils ne les avaient pas prévenus. L'Alliance atlantique n'était plus une Alliance proprement dite, mais une Coalition *ad hoc*. En quelques jours, la prise de Tripoli fit au moins 40 000 morts, selon les rapports internes de la Croix-Rouge. Un tel dispositif est peut-être en cours d'organisation : les chefs d'état-major d'à peu près les mêmes États, plus l'Arabie saoudite et le Canada, sont réunis depuis dimanche et jusqu'à ce soir à Amman, sous la présidence du commandeur du CentCom, le général Lloyd J. Austin III. Ils envisagent cinq options possibles (fournitures d'armes aux Contras ; bombardements ciblés ; création d'une zone de non-survol ; mise en place de zones tampons ; et invasion terrestre).

La presse atlantiste appelle à la guerre. Le *Times* de Londres l'annonce.

Le président Barack Obama pourrait ainsi suivre le plan de guerre établi par son prédécesseur George W. Bush, le 15 septembre 2001, qui prévoyait, outre les attaques de l'Afghanistan et de l'Irak, celles de la Libye et de la Syrie, ainsi que l'a révélé l'ancien commandeur de l'Otan, le général Wesley Clark [2]. Sauf que, pour la première fois, la cible dispose d'alliances sérieuses.

Toutefois, la nouvelle rhétorique US contredit l'ensemble des efforts de l'administration Obama depuis un an qui s'est appliquée à éliminer les obstacles à la tenue de la conférence de Genève 2 : démission du général David Petraeus et des partisans de la guerre

secrète ; non-renouvellement du mandat d'Hillary Clinton et des ultra-sionistes ; mise en examen des opposants irréductibles à une alliance avec la Russie, notamment au sein de l'Otan et du Bouclier antimissiles. Il contredit également les efforts de John Brennan de provoquer des affrontements au sein de l'opposition armée syrienne ; d'exiger l'abdication de l'émir de Qatar ; et de menacer l'Arabie saoudite.

Côté syrien, on se prépare autant que se peut à toute éventualité, y compris un bombardement par l'Otan contre les centres de commandement et les ministères coordonné à un assaut des jihadistes contre la capitale. Cependant, l'option la plus probable n'est pas le déclenchement d'une guerre régionale qui déborderait les puissances occidentales. C'est une attaque, à l'automne, supervisée par l'Arabie saoudite, et endossée par les combattants qu'elle recrute actuellement. Éventuellement, cette opération pourrait être soutenue par la Ligue arabe.

Thierry Meyssan

[1] Le relevé des décisions de cette réunion comprend une longue liste de cibles et les moyens qui leurs sont attribués. Un alinéa prévoyait d'envoyer un commando m'éliminer à l'hôtel Radisson où je résidais. Cependant, lors de l'attaque, je me trouvais au Centre de presse de l'hôtel Rixos.

[2] Ce plan prévoit de détruire également le Liban, puis le Soudan et la Somalie et de finir avec l'Iran.

Source : « Les Occidentaux sont-ils prêts à bombarder la Syrie ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 27 août 2013, www.voltairenet.org/article179927.html